

Ils représenteront la France à Bruxelles Lamy: l'Exocet n'a pas raté sa cible

15 juillet 1999
Nouvel Obs.

L'ex-numéro deux du Crédit lyonnais sera en pays de connaissance à Bruxelles: il y fut pendant une dizaine d'années le bras droit de Jacques Delors

Ce jeudi 8 juillet, comme tous les mois, il préside le comité central d'entreprise du Crédit lyonnais. Les syndicats viennent d'apprendre sa nomination à Bruxelles. Il n'en dit mot. Et commence à égrener l'ordre du jour, de sa voix rauque et ferme. Jusqu'au bout, Pascal Lamy exercera son mandat. Cet homme de 52 ans met un point d'honneur àachever ce qu'il a commencé. Commentaire de Patrick Lichau, délégué syndical national CGT de la banque: «*Il y a longtemps que nous n'avions eu affaire à un type d'une telle qualité. Une poigne de fer, certes, mais un homme droit. Il décide, il applique, il ne fait pas de coups tordus. Il bosse comme un fou, connaît tous les dossiers, de A à Z, qu'il s'agisse du contentieux avec Bruxelles sur le plan de sauvetage, ou du logiciel qui n'a pas fonctionné dans un secteur très particulier.*» Pour un peu, le cégeétiste regretterait «*celui qui a organisé la casse sociale*», comme dit son organisation.

Et pourtant! «*Le para*», «*la brute*», «*l'Exocet*», ces méchants surnoms ont suivi le nouveau commissaire européen chargé du portefeuille important du Commerce tout au long de sa carrière. Pascal Lamy les doit sans doute à son crâne rasé, à ses mâchoires puissantes, à sa carcasse de marathonien hors pair. Mais pas seulement. Cet énarque catholique pratiquant, socialiste et ami de Jospin, n'a jamais d'états d'âme. Pas le genre non plus à donner du compliment. Tous ses collaborateurs vous le diront. Quand ils pensent, à juste titre, avoir fait du bon travail, ils se font passer un savon pour le détail qui leur a échappé! Mais cette rugosité, cette exigence poussées à l'extrême vont de pair avec une efficacité redoutable, un sens aigu du service public, doublés d'une fidélité à toute épreuve, à l'égard des petits comme des grands. Ce fils de pharmacien, père de trois enfants, aime le pouvoir de faire et déteste perdre, ne serait-ce qu'une partie de tennis.

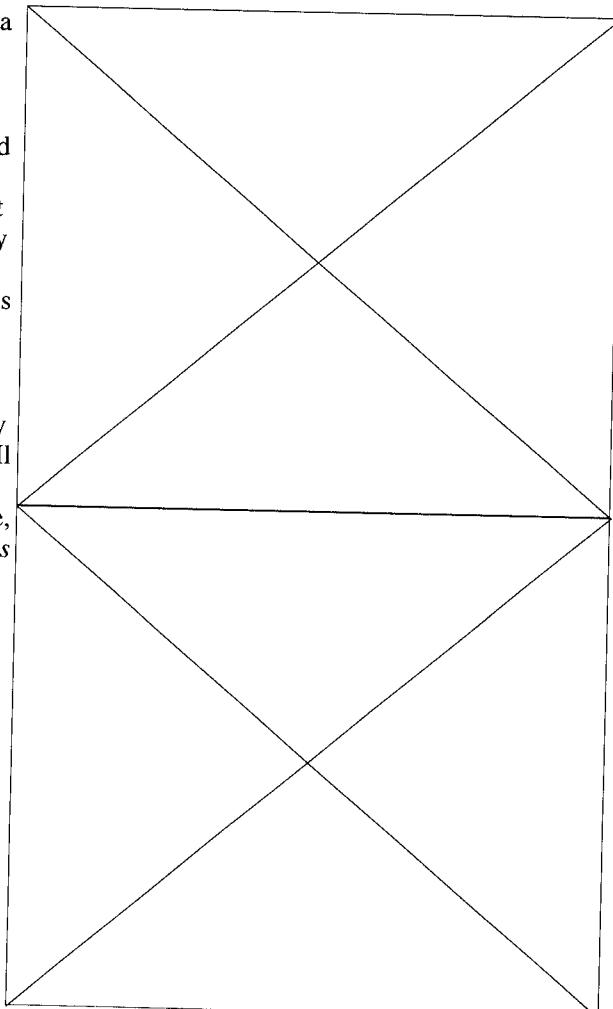
Autant de qualités qui avaient séduit Jacques Delors. Lamy a fait sa connaissance à l'ENA, lors d'un séminaire sur les indicateurs sociaux. Rencontre décisive pour l'un et pour l'autre. Quand Delors devient, en 1981, ministre des Finances, il appellera Lamy pour diriger son cabinet (d'abord en tant qu'adjoint), avant de le dépêcher chez Pierre Mauroy en 1983, quand la France prendra le tournant de la rigueur et la voie européenne. Dans l'esprit du ministre, c'est sûr: Lamy saura s'opposer si besoin est à d'éventuelles tentatives de retour en arrière. Tout naturellement, quand en 1985, Jacques Delors devient président de la Commission européenne, il entraîne avec lui son homme de confiance, son bouclier, son bras armé.

C'est un véritable commando qui s'installe à Bruxelles. Lamy veut construire une organisation à la mesure de son mentor. Il sait trier dans les dizaines de questions que se pose, en permanence ou presque, Delors le torturé. Il démine, propose, élaboré, centralise. «*Je ne peux pas m'investir sans arrêt dans l'action*, expliquait à l'époque le président de la Commission (voir «*le Nouvel Observateur*» du 5-11 mars 1992). *J'ai besoin de me ressourcer de temps à autre, de reconstituer mon stock d'idées. Je dois donc pouvoir compter dans l'organisation sans faille de mon cabinet.* ». Avec Lamy à la tête, pas de problème.

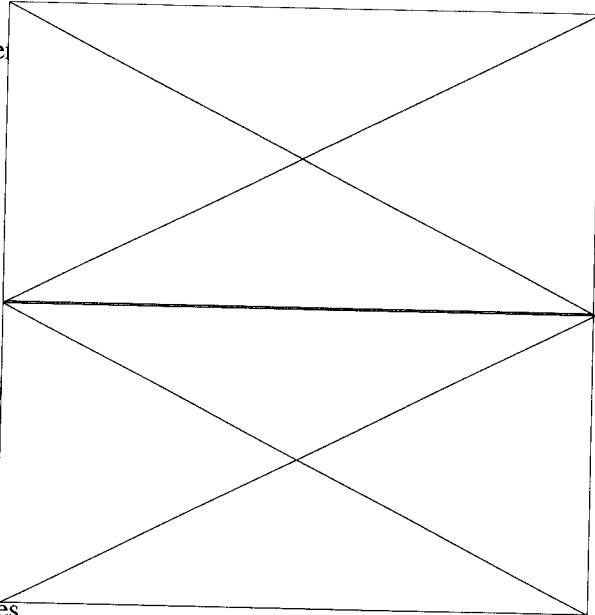
De Bruxelles, Pascal Lamy connaît toutes les arcanes, toutes les ficelles. Un formidable atout pour celui qui, en 1994, devient le numéro deux d'un Crédit lyonnais en pleine déroute financière. C'est lui qui pilotera le plan de sauvetage de la banque avec l'intransigeant commissaire à la Concurrence, Karel Van Miert.

Sherpa
de

Jacques
Delors
pour les
G7, son
champ



de
compéte
ne se
limite
pas à la
seule
Europe.
Une
chance
pour
celui
qui aura
désorma
à
défendre
les
Quinze
dans les
toutes
prochaines



négociations sur l'organisation du commerce international. Mais auparavant, Lamy devra livrer son premier combat de commissaire et recevoir l'investiture des parlementaires européens. Au moment où certains d'entre eux reprochent à Jacques Delors, et donc à son bras droit, les dérives administratives de la Commission. Et là, comme dans ses nouvelles fonctions, «le para» aura sans doute à user d'une nouvelle arme. Celle de la diplomatie.

MARTINE GILSON